



**HAL**  
open science

## La communauté symbolique des nations de l'arc-en-ciel, ou la trace d'un rêve

Georges Lomné

► **To cite this version:**

Georges Lomné. La communauté symbolique des nations de l'arc-en-ciel, ou la trace d'un rêve. Cahiers des Amériques Latines, 2007, 50, pp.53-76. halshs-00834413

**HAL Id: halshs-00834413**

**<https://shs.hal.science/halshs-00834413>**

Submitted on 9 Sep 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



# **CAHIERS DES AMÉRIQUES LATINES**

**Les dynamiques  
de l'intégration  
dans les Andes**

**50**



**CAHIERS  
DES AMÉRIQUES  
LATINES 50**

**2005 / 3**

# SOMMAIRE



<b>CHRONIQUE</b>	<b>5</b>
• Interview de Ollanta et Nadine Humala par Renée Fregosi	<b>7</b>
<b>DOSSIER</b>	
<b>LES DYNAMIQUES DE L'INTÉGRATION DANS LES ANDES</b>	<b>19</b>
• L'intégration andine et ses présupposés : la région andine existe-t-elle ? par Anne-Laure Amilhat Szary	<b>21</b>
• L'intégration andine à l'époque du Tawantinsuyu par Martti Pärssinen	<b>41</b>
• La communauté symbolique des nations de l'arc-en-ciel, ou les traces d'un rêve par Georges Lomné	<b>53</b>
• Actualidad del relato bolivariano en la integración continental : <i>Mi delirio sobre el Chimborazo</i> o la sugestión prometeica par Ana Cecilia Ojeda A., Serafín Martínez G. et Idania Ortiz M.	<b>77</b>
• La Communauté andine des Nations : entre tentatives de relance et crises récurrentes par Carlos Quenan	<b>89</b>
<b>ÉTUDES</b>	<b>105</b>
• Les magistrats péruviens au XIX <sup>e</sup> siècle. Des hommes de pouvoir au cœur de la transition politique (1808-1825) par Lissel Quiroz-Pérez	<b>107</b>
• Les enjeux locaux de la « reconstitution des peuples indiens » au Mexique. Reconfiguration des rapports entre minorités et pouvoirs publics : le cas totonaque par Nicolas Ellison	<b>127</b>
<b>INFORMATION SCIENTIFIQUE</b>	<b>147</b>
Lectures	<b>149</b>
<b>LES AUTEURS</b>	<b>169</b>



Georges Lomné\*

## La communauté symbolique des nations de l'arc-en-ciel, ou la trace d'un rêve

« Cette écharpe d'Iris qui m'a servi d'étendard  
a parcouru entre mes mains des régions infernales,  
a sillonné les fleuves et les mers, a gravi les épaules de géant des Andes ;  
la terre s'est aplanie aux pieds de la Colombie  
et le temps n'a pu arrêter la marche de la Liberté.  
Bellone a été humiliée par l'éclat d'Iris. »

Simón Bolívar, *Mon Délire sur le Chimborazo*, 13 octobre 1822  
« Padre de la Patria Simón Bolívar, cúbreme con tu manto de Iris y ayúdame. »  
Incantation personnelle d'un instituteur vénézuélien, 1985<sup>1</sup>

**L**e « rêve bolivarien », que nombre de Latino-Américains avancent aujourd'hui comme preuve ontologique de leur fraternité de civilisation, diffère, par nature, de « l'association des cinq grands États de l'Amérique » qu'envisageait le *Libertador* en 1822 :

« L'imagination ne peut concevoir sans s'émouvoir la grandeur d'un colosse qui, semblable au Jupiter d'Homère, fera trembler la terre d'un regard. Qui résistera à l'Amérique unie par le cœur, soumise à une loi et guidée par le flambeau de la liberté ? » [Bolívar, 1989, p. 33-37]

Cette « nation de républiques », faisant contrepoids à la Sainte Alliance afin d'assurer « l'équilibre de l'univers », renvoyait à l'utopie élaborée dans les salons de

\* Université de Marne-la-Vallée.

1. Sur l'herméneutique religieuse du *Delirio* pratiquée par les petites gens au Venezuela, voir Salas de Lecuna [1987, p. 110-112].

Philadelphie d'un « Hémisphère occidental » exempt du principe monarchique. Ce projet, rassemblant la Colombie, le Chili, le Pérou, l'Argentine et les États-Unis, ne saurait être confondu avec l'aporie, pourtant dénoncée dans la *Lettre de Jamaïque*, de la réunion des populations de l'Amérique espagnole en « une seule nation ». Aussi, les bardes contemporains, qui se réclament de Bolívar pour célébrer « Notre Amérique » au mépris de la culture anglo-saxonne, sont-ils oublieux du fait que le *Libertador* avait en grande estime la première république du continent, malgré le « caractère hétérogène au nôtre » de ses habitants<sup>2</sup>, et qu'il plaçait ses aspirations d'intégration continentale sous les auspices de l'Angleterre et de son modèle de civilisation. À ceci, il convient d'ajouter que les ombres portées de la tentative de Ligue panaméricaine – associée au Congrès de Panama – et celle de la Fédération des Andes ne doivent pas non plus éclipser la survivance d'un rêve primordial : celui de la République de Colombie constituée par le Congrès d'Angostura, le 17 décembre 1819. Trois ans plus tard, le *Libertador* consacra une prosopopée à cette « Grande Nation » qui unissait désormais l'ensemble de la Nouvelle-Grenade au Venezuela : *Mon Délire sur le Chimborazo*. Comme Ossian parlait à Napoléon, le « Temps » s'adressait à Bolívar, possédé par le « Dieu de la Colombie », et lui indiquait le symbole de la régénération de cette partie du monde : l'écharpe d'Iris<sup>3</sup>. Nous souhaitons démontrer que l'attachement à ce symbole a, depuis lors, amplement justifié le propos de Georges Duby : « la trace d'un rêve n'est pas moins réelle que celle d'un pas. »

Le 9 septembre 2000, l'Équateur a officiellement abandonné le sucre au profit du dollar. La résignation des uns, groupés en longues files d'attente devant les agences de la Banque centrale, et la rage des autres exprimée au cri de « le sucre ne meurt pas, *carajo* ! » accentuaient l'impression que l'on vivait en ce jour les funérailles de la Nation. Place Santo Domingo, à Quito, une main anonyme laissa une couronne de fleurs blanches au pied de la statue du maréchal éponyme de la monnaie nationale. Une autre glissa sur son sabre le drapeau tricolore de l'arc-en-ciel, « l'écharpe d'Iris » de la Colombie bolivarienne pour laquelle il avait enlevé la ville aux monarchistes, le 24 mai 1822. Ce 9 septembre, en début d'après-midi, une foule bigarrée d'artistes et de petites gens des quartiers du centre colonial entreprit de « laver le pays » en un acte symbolique : ils se mirent à savonner le drapeau tricolore devant une statue de la Vierge avant de l'emmener en procession jusqu'au cimetière de San Diego où fut ensevelie une effigie en carton du signe monétaire<sup>4</sup>. Cette parodie nous semble éloquente du regain d'intérêt que l'on porte aujourd'hui dans les Andes du Nord à la symbolique politique attachée à Simón Bolívar. Que l'on songe, entre autres, à la volonté du président vénézuélien Hugo Chávez d'incarner la figure du *Libertador* et de redéfinir la nation en une « République bolivarienne » ou à la faveur récente accordée à cet héritage par les guérilleros des Forces

2. Lettre de Bolívar à Santander, Arequipa, 30 mai 1825.

3. Sur la symbolique de l'arc-en-ciel, on pourra consulter *Figures*, n° 20, *L'Arc-en-ciel*, Éditions universitaires de Dijon, 2000.

4. *El Comercio* (Quito), 10 sept. 2000.





armées révolutionnaires de Colombie (FARC). N'est-il pas encore plus singulier que tous disent leur attachement au drapeau tricolore de ses armées qu'un aîné, Francisco de Miranda, avait imaginé dès 1788 en s'inspirant de l'écusson de Colomb où apparaissaient en bandes horizontales les couleurs primaires de l'arc-en-ciel : le jaune, le bleu et le rouge ? [Piñeros Corpas, 1967] La Colombie, l'Équateur et le Venezuela se partagent aujourd'hui cet illustre drapeau, que les Français ne connaissent d'ordinaire que par l'intermédiaire de leurs paquets de café et que les guérilleros qui combattent les armées de ces mêmes États portent souvent en brassard. Dans le même temps, la Confédération des Nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE), qui a contribué en janvier 2000 au renversement du président Jamil Mahuad, n'hésite plus à dédaigner ce drapeau au profit d'inquiétantes bannières de couleur noire, présentées comme les étendards de l'Inca Atahualpa et de son fidèle général Rumiñahui. La figure même de Bolívar semble à présent étrangère au dessein politique des Indigènes.

Cet ensemble de phénomènes contradictoires d'appropriation et de rejet constitue à nos yeux le symptôme de la crise identitaire la plus sévère qu'ait connue cette région d'Amérique depuis son émancipation de la monarchie espagnole. Si, comme Lucien Sfez l'a très justement exprimé, « la symbolique n'est jamais qu'un remède, on pourrait même dire un placebo à la crise de la représentation politique » [Sfez, 1988, p. 6], qu'adviendra-t-il de ces nations si « l'administration du symbole » elle-même est amenée à être dévoyée ou à se dérober ? Esquisser une réponse à cette question ne pourra être fait sans considérer la longue durée. N'en déplaise à Hegel, « l'esprit de rationalité et de liberté » [Hegel, 1978, p. 237] a été érigé très précocement en principe de gouvernement dans la région que nous considérons. En conséquence, la question de la symbolique national-républicaine s'y est posée plus tôt que dans nombre de pays d'Europe et avec une acuité qui tenait à la nécessité de justifier la multiplicité des identités là où l'argument culturel faisait largement défaut.

### **Le « miroir brisé » de la Colombie bolivarienne (1820-1849)**

La « Grande-Colombie » est morte dès 1826 de ne pas avoir su se constituer, selon le mot d'Ernest Renan, en « communauté d'oubli » [Renan, 1992, p. 42]. Au lendemain de la bataille d'Ayacucho qui marqua la victoire définitive de la cause indépendantiste, les intérêts régionaux l'emportèrent sur l'ambition d'un État centralisé qui pût épouser les contours de la vice-royauté de Nouvelle-Grenade augmentée de la capitainerie générale du Venezuela. Pourtant, par un singulier paradoxe, au démembrement territorial de 1830-1831 ne correspondit nullement une dispersion symbolique. Les trois nouvelles Républiques – l'« Équateur en Colombie », l'« État du Venezuela » et la « Colombie-État de Nouvelle-Grenade » – restèrent fidèlement attachées aux Armes et au drapeau tricolore de la Colombie bolivarienne. Si, à la suite d'une méprise navale avec la France, la Nouvelle-Grenade et le Venezuela décidèrent de se doter d'une héraldique propre en 1834 et 1836, il fallut attendre

1845 pour que le renversement du général Flores – assimilé au « parti de l'étranger » – permît de « rétablir la nationalité équatorienne » [Barrera, 1954, p. 143] et de songer à l'écusson qui lui conviendrait.

Dans les trois pays, les symboles de la Liberté des Modernes prenaient désormais le pas sur ceux de la Liberté des Anciens. Ainsi dans le projet néo-grenadin de 1834, remplaça-t-on le génie de la Liberté par celui de la Paix et le casque orné de plumes tricolores par une couronne d'épis de blé. Le président Santander s'opposa néanmoins à la disparition du « bonnet phrygien rouge sur une lance comme symbole de la Liberté » au profit du « cheval argenté » choisi par le Sénat [Ortega Ricaurte, 1954, p. 94]. Un mois auparavant, les Vénézuéliens n'avaient-ils pas eux-mêmes choisi de placer un cheval blanc sur leur écusson afin de signifier le caractère « indompté » de leur nation ? À Caracas, on renonça à l'arc et aux flèches indigènes au profit de « l'épée et de la lance qui rendent plus terribles nos guerriers et sont la marque du triomphe des peuples cultivés et civilisés » et l'on troqua l'idée d'un soleil dardant ses rayons pour celle d'une gerbe de blé [Vargas, 1981a]. Les métaphores de l'Indienne et de l'Astre solaire, si chères à Bolívar, étaient donc battues en brèche par l'idéal du Progrès et de l'Abondance. Les Équatoriens, sous l'influence de Vicente Rocafuerte, le manifesteraient à leur façon en plaçant un navire à vapeur sur leur écusson.

Un autre registre eut pour fonction de fixer les emblèmes géographiques de la nation. Ainsi les Néo-Grenadins placèrent-ils l'isthme de Panama sur leur écusson dans l'espoir qu'il serait un jour « l'*emporium* commercial des deux Mondes ». Les Équatoriens firent le choix du volcan Chimborazo attaché au souvenir du *Délire* poétique de Bolívar et les Vénézuéliens considérèrent que le cheval était suffisamment évocateur de la plaine, le *Llano*, où ils situaient l'origine mythique de leur Indépendance. Enfin, il est surprenant de voir à quel point l'aigle aura su résister au condor, censé pourtant exprimer sur le plan symbolique la quintessence de l'américanité andine. En 1821, le *Correo del Orinoco* n'osait se prononcer sur l'identité de l'oiseau, « un aigle ou un condor, pourvu d'une épée et d'une grenade » qui ornait le frontispice de la toute fraîche gazette du nouveau « Gouvernement libre et indépendant de Cundinamarca »<sup>5</sup>. Dans ce cas précis, la confusion des repères n'était due qu'à la prégnance d'une héraldique héritée de la *Patria Boba* qui alliait l'aigle de Castille au bonnet phrygien. En Équateur, par contre, c'est la force des modèles américain et napoléonien qui explique que l'aigle disputa sa défaite au condor.

Le récit de la Nation vint très tôt au secours du registre abstrait et figé des écussons. À l'époque de Bolívar, deux miroirs renvoyaient l'image de l'identité. Le premier créait l'illusion de Créoles indépendantistes ressuscitant des Indiens

5. *Correo del Orinoco*, n° 41, Andrés Roderick, Impresor del Supremo Gobierno, Angostura, samedi 23 oct. 1819, p. 2. Sur la symbolique de l'aigle chez les Anciens comme chez les Modernes, cf. Chazot [1809].





archéologiques. Les tragédies à contenu indigéniste de José Fernández Madrid ou de Luis Vargas Tejada<sup>6</sup>, ainsi que la propension du *Libertador* pour *Les Incas* de Marmontel, peuvent en témoigner. Cependant, si le *Canto a Junín* de Joaquín de Olmedo a porté cette logique à son paroxysme, Bolívar ne fut jamais dupe de l'artifice romantique de ces transpositions d'*Atala* : sa « source de vertu » en appelait plus directement à l'Antiquité classique<sup>7</sup>. Dans ce second miroir, les contours héroïques de la geste indépendantiste prenaient leur éclat. L'ouvrage de José Manuel Restrepo qui parut à Paris en 1827, *Historia de la Revolución de la República de Colombia*, en a défini les normes. Bien que guidé par l'ambition d'une restitution positive des événements, l'ouvrage resta tributaire des conventions narratives de l'épopée patriotique et la complicité qu'avait entretenue cet ancien ministre du *Libertador* avec les acteurs de son histoire conféra en outre à ce récit fondateur le caractère d'une « prison historiographique » [Colmenares, 1986, p. 7-23].

Minées par leurs dépenses militaires et leur incapacité à lever l'impôt, les Républiques qui naquirent du démembrement de la Colombie bolivarienne eurent moins à cœur de défendre les acquis du nouveau pacte social républicain que de dresser l'inventaire de leurs ressources. En outre, étant donné que le tracé des frontières entre nouveaux États relevait de la stricte application du principe de l'*Uti Possidetis Juris*, il se révélait crucial de disposer d'une parfaite connaissance des limites administratives de l'époque coloniale. L'entreprise des missions chorographiques dans laquelle s'engagèrent le Venezuela puis la Nouvelle-Grenade, entre 1834 et 1850, concilia ces deux objectifs. C'est à cette occasion que le Vénézuélien Rafael María Baralt reçut les félicitations de Berthelot pour avoir su décrire une « identité nationale » [Baralt, 1960, I, p. 514]. En Nouvelle-Grenade, les historiens Joaquín de Acosta et José Antonio de Plaza s'en acquittèrent à leur tour tandis qu'en Équateur, la publication posthume de l'*Historia del Reino de Quito* du père Juan Manuel de Velasco devait jouer ce rôle. En 1850, l'héritage colonial était donc intégré au processus d'invention nationale des trois États. Peu importait encore qu'il le fût, dans les deux premiers cas, sous les couleurs de l'anticléricalisme et dans le dessein de faire l'histoire de l'Indépendance.

L'impact de ces ouvrages ne peut néanmoins être comparé à celui des hymnes qu'un peuple illettré pouvait entonner en place publique [Espinosa Polit, 1948 ; Vargas, 1981b, p. 135-143]. Une série d'images fondamentales fut ainsi diffusée. La métaphore de l'irruption du jour, en premier lieu, afin de signifier que l'Indépendance était une « palingénésie du Monde »<sup>8</sup>, une aurore qui effaçait trois siècles de ténèbres espagnoles. La Régénération politique trouva ainsi son peuple

6. Voir José Fernández Madrid, *Guatimoc ó Guatimocín. Tragedia en cinco actos*, Paris, Impr. de J. Pinard, 1827 ; Luis Vargas Tejada, *Sugamxi* (1826) et *Doraminta* (1828).

7. « Discours d'Angostura », 15 fév. 1819 [Bolívar, 1966, p. 35-55].

8. Voir Marienstras [1988, chap. XVIII] afin d'établir le parallèle qui convient avec les États-Unis.

de référence dans les « Fils du Soleil ». En second lieu, le *leitmotiv* de l'unité à préserver : celle de la Cause américaine dans les années 1810-1820, puis celle de la Nation dans les années qui suivirent. L'image, enfin, du « Père de la Patrie » [Tovar Zambrano, 1997] seul apte à y pourvoir : Bolívar au début, puis Flores en Équateur ou Páez au Venezuela. Comme dans le domaine de l'héraldique, il faut souligner qu'à partir des années 1830 le registre de la Paix et des Lois s'est substitué largement à celui de l'épopée des Guerres d'Indépendance. Le règne des droits civils (*civilismo*) progressait tandis que s'élaborait la légende noire d'un Bolívar tyrannique. Le message exprimé en 1814 par Benjamin Constant dans *De l'esprit de conquête et de l'usurpation* avait été reçu dans cette région du monde mieux qu'ailleurs [Lomné, 1998].

On peut douter, en l'absence d'un dispositif propre à les administrer, de l'efficacité de ces « figures de guérison » – l'expression est de Lucien Sfez – qui constituent les emblèmes et les mythes nationaux. À l'époque de la « Grande-Colombie », le théâtre et les fêtes avaient constitué le moyen le plus efficace en la matière. Ils permettaient de mettre en scène les images vives propres à incliner les âmes au patriotisme le plus pur. Ainsi représentait-on indéfiniment le sacrifice d'Antonio Ricaurte mettant le feu aux poudres de San Mateo afin d'ensevelir l'ennemi monarchiste ou celui de la jeune Policarpa Salavarrieta fusillée en place publique pour avoir osé dire son patriotisme. Durant les fêtes civiques, des pantomimes avaient la même fonction : à Barichara, ce sont de jeunes nymphes qui figuraient les jeunes Républiques américaines qui jetèrent du haut de la scène « une vieille décrépète qui symbolisait l'Espagne »<sup>9</sup> ! En contrepoint, le culte de Bolívar se développait. Si sa figure pouvait incarner la Régénération politique aux yeux des patriotes elle catalysait surtout, selon la formule de Sucre, « le lien qui les unissait à la Colombie ».

Au « *Caudillo* de la Nation colombienne » succédèrent les *caudillos* de patries aux dimensions plus réduites. Tous, à l'exception de Santander, marquèrent un goût prononcé pour le faste byzantin, « *el lujo asiático* », tant reproché aux triomphes bolivariens. L'appareil baroque de la Gloire resta longtemps intact sous le couvert des idéaux républicains formant ces « amalgames » que Maurice Agulhon a pu étudier dans la France post-révolutionnaire [Agulhon, 1988, p. 299]. Juan José Flores en Équateur, Antonio Páez au Venezuela et Tomás Cipriano de Mosquera en Nouvelle-Grenade en fournissent la parfaite illustration. Au-delà du culte de leurs césars, les jeunes Républiques s'employèrent néanmoins à célébrer leur propre épiphanie en inventant la Fête nationale. La disparition du *Libertador*, ainsi que celle du calendrier civique qui lui était associé, a ouvert la voie à la quête d'autres dates-fondatrices : celles des proclama-

9. Archivo General de la Nación, Colombia, Bogotá, Sección República, *Fondo historia civil*, t. VI, f°854-857.





tions de Juntas de gouvernement des années 1809-1810 et celles des déclarations d'Indépendance absolue à l'égard de la monarchie. Ainsi le Venezuela fixa-t-il, dès 1834, ses « grands jours nationaux » au 19 avril et au 5 juillet. En Équateur et en Nouvelle-Grenade, l'autorité du calendrier religieux et la concurrence des célébrations provinciales retardèrent longtemps ce processus. En Équateur, la fête du 10 août n'est véritablement signalée à Quito qu'à partir de 1837. En Nouvelle-Grenade, il faut attendre 1842 pour qu'au lendemain de la « Guerre des Suprêmes », les vainqueurs décident de donner une dimension nationale à la « fête provinciale » du 20 juillet. Les hasards du calendrier voulurent que sa première célébration véritable, en 1849, fût l'occasion de célébrer simultanément à Bogotá la République de Nouvelle-Grenade et celle de Lamartine<sup>10</sup> !

Pourtant, l'assertion d'Ernest Renan se vérifie ici aussi : « en fait de souvenirs nationaux, les deuils valent mieux que les triomphes : car ils imposent des devoirs ; ils commandent l'effort en commun ». Un clerc le signalait dès 1822 à Quito :

« Qu'importe l'obstination des Espagnols, puisque la Patrie est comparable au Christianisme de la première heure, quand du sang fécond de chaque martyr, jaillissait de terre une multitude de combattants » [Bravo, 1956, p. 133].

Au fil des années, le panthéon de la Patrie – assimilée à l'Amérique – s'était enrichi de nombreux héros civils et militaires. À partir de 1830, ces héros firent l'objet d'une naturalisation forcée qui conduisit quelquefois à des polémiques concernant le retour de leurs cendres dans des patries inédites. L'Équateur et le Pérou se disputèrent les cendres du maréchal La Mar bien avant que la Colombie ne rechignât à rendre celles de Carlos Montúfar à l'Équateur ou que l'Équateur fit obstacle à la restitution de celles du maréchal Sucre au Venezuela. L'atmosphère consensuelle qui entoura, en 1842, le retour des cendres de Simón Bolívar à Caracas fait donc figure d'exception. Outre la volonté d'imiter le « dernier vol de l'aigle » orchestré par Louis-Philippe deux ans auparavant, il faut bien reconnaître que l'on chercha à satisfaire un murmure mémoriel qui levait de toutes parts en faveur du *Libertador*.

### **Le national-républicanisme en partage (1850-1920)**

Il eut été paradoxal que les jeunes Républiques issues du démembrement de la Colombie bolivarienne aient continué d'entretenir volontairement les mythes et symboles qui nourrissaient cette « Grande Nation ». Le *Libertador* fut le premier à être répudié durant la décennie des années 1830, tant au Venezuela qu'en Nouvelle-Grenade. La *damnatio memoriae* frappa ensuite le symbole qui était attaché à sa gloire et à ses triomphes militaires : l'« Iris de Colombie ». La Nouvelle-Grenade l'abandonna en 1834 au profit d'un autre drapeau tricolore qui, bien qu'il conservât les couleurs primaires de l'arc-en-ciel « n'était auréolé d'aucun triomphe »

10. Biblioteca Nacional de Colombia, Bogotá, *fondo Pineda*, 371 (4), 20 de Julio. *Fiestas nacionales*.

[Restrepo, 1954, II, p. 340]<sup>11</sup>. L'Équateur fit de même en 1845 au profit du drapeau bicolore – blanc et bleu – des patriotes guayaquiléniens qui venaient de renverser le général Flores au nom des droits civils et du Progrès<sup>12</sup>. Au milieu du siècle, le développement des conflits idéologiques ajouta à la confusion comme le signale un imprimé satirique de Bogotá qui décrit un « magasin aux étendards » [Pinzon, 1851] situé à l'angle de l'avenue du XIX<sup>e</sup> siècle et de la rue 51 [1851]. Un jeune homme y apostrophait le client de la sorte : « Vous le voulez à *la dernière* ? » (en français dans le texte). Et en un clin d'œil, il présentait sa marchandise : l'étendard du Socialisme, « superbe ! » mais « taillé exclusivement pour la France », celui de la Démocratie « un peu usé, mais toujours à la mode », celui de la Religion, de la Liberté, de l'Égalité et des Principes, ces trois derniers « si usés, que je suis convaincu qu'ils ne seront pas à votre goût ». Enfin, le vendeur « semblant hésiter » montrait au client un autre étendard « plus ancien, mais toujours très à la mode » : le « tricolore colombien » !

Outre la dispersion symbolique qu'elle signale, cette anecdote illustre à merveille l'importance que va désormais occuper la référence à la France jusqu'au lendemain de la Première Guerre mondiale. En 1848, nos trois Républiques avaient cessé d'être orphelines de leur modèle central maintenant que la « France idéale » coïncidait de nouveau avec la France réelle. Cela explique largement la vague d'emprunts symboliques qui débute à cette époque. La figure de Marianne, qui fait son entrée sur un type monétaire équatorien en 1858, donne lieu à des adaptations graphiques au Venezuela comme en Colombie. L'aventure tourna court pour des raisons que l'on ne peut que suggérer : la figure de Bolívar, qui occupait l'espace symbolique de la Liberté, et la figure mariale, que l'on avait associée dès le début aux victoires de l'Indépendance, ne laissèrent pas de place à une allégorie abstraite aux relents sulfureux. D'ailleurs, à partir de 1859, c'est à la « fille aînée de l'Église » et non plus à la « fille aînée des Droits de l'Homme » qu'un pays comme l'Équateur fit appel. Après avoir échoué en 1862 dans sa tentative auprès de Napoléon III de faire passer son pays sous protectorat français [Robertson, 1945], le président Gabriel García Moreno se lança dans une entreprise de consolidation du pays sous l'égide d'une autocratie catholique puisant à la Colombie bolivarienne et au Second Empire. C'est dans cette optique que fut rétabli en 1860 « l'ancien drapeau colombien » – c'est-à-dire « l'ancien drapeau équatorien » – dans la mesure où « étaient associés au drapeau tricolore les souvenirs grandioses de triomphes éclatants, des vertus héroïques et des gestes quasiment fabuleuses »<sup>13</sup>. En 1865, indigné par l'expédition espagnole sur les côtes du Chili et du Pérou, le secrétaire du Sénat, le conservateur

11. Les trois bandes du drapeau étaient désormais verticales et de largeur identique, le rouge jouxtant le mât.

12. « El Tricolor Nacional Ecuatoriano. Historia-Significación-Origen », *Museo Histórico* (Quito), n° 39-40, 1961, p. 37-58.

13. Décret de Gabriel García Moreno du 26 septembre 1860. Archivo Histórico del Banco Central del Ecuador, Quito, *fondo Fijón y Caamaño*, 46/216, f°276.



Juan León Mera, se consacra à la rédaction d'un nouvel hymne national fustigeant les paroles du précédent dont il n'imaginait pas qu'il fut d'Olmedo puisqu'il l'attribuait au musicien Juan José Allende<sup>14</sup>. La nouvelle version, d'un style nettement plus héroïque, célébrait le « Bel Iris ». Ajoutons que pour mieux signaler ses sympathies à l'égard de l'Empire catholique, García Moreno acheta et fit installer sur la façade du palais présidentiel de Quito les balcons en fer forgé du palais des Tuileries qui avaient survécu à son incendie durant la Commune ! À partir de 1878, les dirigeants colombiens s'attelèrent également à une entreprise de « Régénération » puisant à la double source du catholicisme et du bolivarisme. À l'image de García Moreno, le président Rafael Nuñez dota son pays d'une Constitution centraliste. En juillet 1887, le pays recouvra son appellation bolivarienne de « République de Colombie » au détriment de celle d'« États-Unis de Colombie ». La même année, Nuñez dota le pays d'un véritable hymne national et rétablit dans sa forme d'origine le drapeau tricolore de l'arc-en-ciel, abandonnant les neuf étoiles qui l'avaient orné durant la période fédérale. C'est ainsi qu'à la fin du siècle les trois pays se drapaient à nouveau dans l'écharpe de l'« Iris de Colombie » ! La convergence de leurs hymnes vers une glorification exclusive de l'héroïsme de la Guerre d'Indépendance devait appuyer ce sentiment d'une communion à nouveau instaurée autour de la figure du *Libertador*.

On peut même aller jusqu'à affirmer que, dans la seconde moitié du siècle, les conflits symboliques devinrent caducs entre les trois pays au profit d'un nouvel enjeu : la transposition au sein de chacun d'eux de la « Guerre des deux France ». Les attermolements de l'Équateur à l'égard de sa participation à l'Exposition universelle de 1889 l'illustrent bien. Le Sénat équatorien, se fondant sur l'argumentation de l'archevêque de Quito et de plusieurs auteurs français<sup>15</sup>, refusa d'entériner la participation du pays à un « banquet de Lucifer » où triompheraient le fer et le jacobinisme. Le président Antonio Flores Jijón défendit les principes de 1789, arguant du fait qu'ils étaient exempts d'athéisme, et apostropha le clergé équatorien en faisant valoir les instructions du pape Léon XIII et celles de l'évêque d'Angers, monseigneur Freppel<sup>16</sup> ! Il organisa ensuite une souscription populaire grâce aux milieux d'affaires de Guayaquil. À ces Équatoriens, plus français que nature, la III<sup>e</sup> République offrit *in extremis* un simulacre de temple inca au pied de la Tour Eiffel<sup>17</sup> ! De même, la fraternité que scellèrent à l'occasion les « Républiques sœurs » de France et d'Amérique contre le boulangisme a très certainement contribué à encourager la fureur estudiantine qui, le 26 octobre 1889, renversa à Caracas les deux statues que Guzmán Blanco – « l'illustre Américain »

14. Juan León Mera, « Réplica a Don Manuel Llorente Vásquez », Ambato, Imp. de Salvador R. Porras, 1888 [Espinosa Polít, 1948].

15. À la fin des années 1870, des journaux comme *La Civilización católica*, *La Libertad cristiana* ou *El amigo de las familias* se référaient fréquemment aux auteurs suivants : l'abbé Gaume, monseigneur de Ségur, les révérends pères Henry Ramière et Auguste Onclair.

16. *Diario oficial* (Quito), 19 fév. 1889 et 1<sup>er</sup> avril 1889. Le clerc souhaitait l'adhésion au Centenaire du Parti monarchiste dont il était un très fameux représentant.

17. Voir les nombreux articles d'*El Telegrama* (Quito) durant les mois de juill. et août 1889.

– avaient dressées à son image<sup>18</sup>. Le 28 octobre, celle du *Libertador* faillit subir le même sort pour la simple raison qu’il était indiqué sur une plaque que c’était Guzmán Blanco qui l’avait élevée ! Sous la protection des baïonnettes, on modifia l’inscription afin d’indiquer que c’était la nation qui l’avait érigée en 1874 [Schael Martínez, 1974, p. 69-70]. En d’autres endroits, la « statuomanie » de cette fin de siècle copiait les canons de la III<sup>e</sup> République afin de cristalliser un sentiment identitaire exempt d’autocratie. En 1892, Guayaquil consacra ainsi une très belle statue au héros le moins guerrier de son émancipation : Joaquín de Olmedo [Noboa Icaza, 1979]. Jean Alexandre Falguière sculpta le poète dans l’attitude d’un homme prêt à se lever, une plume à la main et l’Acte d’Indépendance de Guayaquil dans l’autre. Son attitude byronienne et la symbolique du piédestal indiquent clairement que l’on a voulu célébrer les droits civils et l’américanité. La même année, la municipalité de Quito commença de songer à celle qu’il conviendrait d’ériger pour le centenaire du « premier cri de l’Indépendance ». Le « Comité central ‘10 de agosto’ » porta finalement son choix sur une figure féminine de la Liberté brandissant un flambeau qui pût indiquer que l’antériorité de ce cri désignait la ville comme étant « la lumière de l’Amérique » [Garcès, 1968, p. XVI-XVIII]. C’est vraisemblablement pour cette même raison que le monument, construit par les Italiens Adriático Frioli et Lorenzo Durini, fut inauguré à l’avance, dès 1906 !

Frédéric Martinez a montré comment la célébration du centenaire de l’Indépendance avait pu constituer pour la Colombie, après un demi-siècle de participations malheureuses aux Expositions universelles, « la première entreprise officielle de diffusion massive d’une identité visuelle de la Nation ». Cette tentative reposait sur la synthèse éclectique de « nationalisme, catholicisme, modernisme industriel, hispanisme et exaltation de l’Indépendance » [Martinez, 2000] propre aux gouvernements de l’hégémonie conservatrice. Le publiciste Miguel Triana pouvait saluer ce programme avec l’enthousiasme qui convenait : « Promesses du centenaire : Alléluia ! » [Triana, 1910b]. Le contraste est donc net avec l’esprit qui animait l’Exposition nationale de Quito, un an auparavant. Le président Eloy Alfaro y avait mis le centenaire du 10 août 1809 – le « premier cri de l’Indépendance » – au service des chemins de fer et de l’industrie sous la bannière d’un républicanisme radical opposé aux « derniers vestiges du traditionalisme, qui fait tellement obstacle à l’aventure nationale »<sup>19</sup>. Au-delà de cette coïncidence des contraires, la génération du Centenaire a bien désiré dans chaque pays fixer les traits d’une Nation immuable comme on l’aurait fait d’un paysage sur une plaque photographique.

À chaque nation correspondait une personnalité géographique qu’il fallait révéler. Si l’inventaire minutieux des régions était à l’ordre du jour, rappelant l’entreprise de

18. Voir Esteva Grillet, 1986.

19. Eloy Alfaro, « Mensaje al Congreso » du 25 de septembre 1909 [Andrade, 1985, p. 416]. Voir également Vásquez Hahn [1989, p. 9-66].





Vidal de La Blache, la quête des éléments naturels aptes à traduire l'âme nationale semblait primer toute chose. Les Équatoriens célébrèrent très tôt « l'étendard sacré des volcans » qu'ils associaient à la victoire de Sucre sur les monarchistes, en 1822, sur le flanc du Pichincha<sup>20</sup>. Ils jetaient ainsi les bases d'un « andinisme » jamais démenti depuis<sup>21</sup>. Les Colombiens, quant à eux, faisaient de la chute d'eau du Tequendama leur talisman tellurique : si la génération de l'Indépendance s'émerveillait du perpétuel arc-en-ciel qui s'y formait en concordance avec le « manteau d'Iris » qui leur servait de drapeau national, la génération du Centenaire préféra disserter sur la force hydroélectrique d'où jaillirait la prospérité du pays [Triana, 1910a]. Mais l'exemple le plus pur de ces définitions spiritualistes de la nation reste à nos yeux l'événement que constitua en 1914 la création à Caracas de l'opérette (*zarzuela*) créole, *Alma llanera*. De cette pièce en un seul tableau, la postérité ne conserva qu'un air de *Joropo* dont on peut considérer qu'il constitue aujourd'hui l'« hymne populaire du Venezuela »<sup>22</sup>. L'âme du pays s'y voyait réduite à l'une de ses composantes, celle de la civilisation de cavaliers des plaines de l'intérieur, les *Llaneros*, à l'exclusion des Andes et de la côte caraïbe.

Dans son désir de régénérer le temps et de figurer définitivement dans le concert des nations civilisées, cette génération a également nourri l'illusion d'une histoire positive qui pût être érigée au rang de *magistra vitae*<sup>23</sup>. Afin d'y parvenir, des Académies nationales d'Histoire furent créées dans les trois pays : en 1888 au Venezuela, 1902 en Colombie et 1909 en Équateur. Un laborieux travail d'élaboration des corpus documentaires commença et des manuels scolaires virent le jour, dont certains serviraient de vulgate durant une bonne partie du siècle : à titre d'exemple, on peut comparer celui de Henao et Arrubla [Henao et Arrubla, 1911]<sup>24</sup>, en Colombie, au *Petit Lavis*. En 1910, Miguel Triana résumait ainsi l'imaginaire national de ses compatriotes :

« Qui parmi nous n'a cessé durant l'enfance de se forger une fantastique et éclatante légende nourrie des gloires de Bolívar, de l'abnégation de *La Pola* [Policarpa Salavarrieta], du sacrifice de Ricaurte, de l'immolation du Sage [Caldas] et de la bravoure du *Llanero* »<sup>25</sup>.

Peu ou prou, cette liste correspondait à celle des bustes de bronze dont on venait de parsemer Bogotá. Les fêtes du Centenaire, qui avaient transformé la ville en une « forêt de drapeaux », donnèrent lieu le 24 juillet à une apothéose peu commune : onze jeunes filles descendantes des nymphes, qui avaient accueilli Bolívar en triomphe en septembre 1819, couronnèrent sa statue de bronze de la couronne de lauriers en or que la ville de Cuzco lui avait offerte au lendemain de la victoire d'Ayacucho.

20. « Una faja de cielo, sangre y oro : el sagrado pendón de los volcanes » [Román, 1903, p. 302].

21. Cf. « El paisaje nacional y Luis A. Martínez », *La Ilustración ecuatoriana* (Quito), n° 16, 1<sup>er</sup> déc. 1909, p. 273-275.

22. C'est l'œuvre de Rafael Bolívar Coronado (1884-1924), natif de l'Aragua, et du compositeur originaire de La Guaira, Pedro Elías Gutiérrez [Misle, 1984].

23. Une histoire « école de la vie » selon le *topos* de Cicéron (*De Oratore*, livre II, para. 36).

24. La dernière édition par l'Academia colombiana de Historia date de 1985.

25. *Revista de Colombia* (Bogotá), n° 9, 15 sept. 1910, p. 257.

De son vivant, grâce à d'incessantes chevauchées et à une maîtrise de la parole politique hors du commun, le *Libertador* avait donné l'illusion d'un « effet de sujet » dont aucun monarque espagnol n'avait jamais bénéficié en Amérique. À présent, les statues de bronze de Bogotá et Caracas ne pouvaient susciter que « l'effet de présence » [Marin, 1981] d'un demi-dieu tutélaire. Comme l'a montré Germán Carrera Damas, au « culte d'un peuple » pour son héros, s'était substitué peu à peu « un culte pour le peuple » [Carrera Damas, 1987, p. 290]. La mutation était déjà accomplie en 1883, à l'occasion du centenaire de sa naissance. Chaque pays avait instrumentalisé l'événement au profit d'une consolidation nationale. En Colombie, les promoteurs de la « Régénération » attribuèrent les affres d'une perpétuelle anarchie au fédéralisme et à l'impiété, et célébrèrent conjointement le centralisme et le providentialisme du « Père et Rédempteur de la Patrie »<sup>26</sup>. En Équateur, les « restaurateurs » qui venaient de renverser le général Ignacio de Veintemilla trouvèrent matière à associer leur idéal centraliste, comme la figure du *Libertador*, à leur projet « progressiste » de « libéralisme catholique »<sup>27</sup>. Au Venezuela, Guzmán Blanco confondit l'apothéose de Bolívar avec celle de son quinquennat (1879-1884)<sup>28</sup>. Aussi, à la fin du siècle, nul ne doutait-il de l'accomplissement de la prophétie faite en 1825 par le curé de Pucará, le docteur Choquehuanca :

« Vous avez fondé trois Républiques qui, du fait de l'immense développement auquel elles sont appelées, donneront à votre statue une taille qu'aucune autre n'a jamais atteinte. Avec les siècles, votre gloire grandira comme l'ombre s'étire au coucher du soleil »<sup>29</sup>.

Dans la statue de bronze que l'on avait finalement érigée en 1846, sur la Grand' Place de Bogotá, Miguel Antonio Caro voyait une icône pouvant inciter chaque Colombien à pleurer et chanter le *Libertador* « dans la pâmoison religieuse d'un hymne muet »<sup>30</sup>. Le regard « rivé au sol » et « l'épée inclinée » donnaient à l'image la mélancolie des rêves brisés. Cette figure romantique de « martyr » de la Patrie fut bousculée dès 1911 par un jeune sociologue vénézuélien, à l'irrévérence proche de celle de son contemporain français Augustin Cochin [Cochin, 1921]. Aux yeux de Laureano Vallenilla Lanz, la nature de la Guerre d'Indépendance était celle d'une

26. *Homenaje de Colombia al Libertador Simón Bolívar en su primer Centenario, 1783-1883*, Bogotá, Imprenta de Medardo Rivas, 1884, éd. facsimilé Plaza&Janés, Senado de la República, Academia Colombiana de Historia, 1983.

27. En 1883, le Parti catholique républicain s'est constitué autour de l'idéal défini par Juan León Mera : il s'agissait de dépasser l'idéal de García Moreno en intégrant au conservatisme une série de valeurs démocratiques et libérales. Antonio Flores Jijón, José María Plácido Caamaño et Luis Cordero Crespo incarnaient en 1883 cette volonté d'un « troisième parti ». Les trois accédèrent successivement à la magistrature suprême entre 1883 et 1895 [Hurtado, 1993, p. 122-132].

28. Voir Castellanos [1983] et le catalogue de l'exposition du Conseil municipal du District fédéral, *Guzmán Blanco y el Centenario del Libertador, 1883*, Caracas, Editorial Arte, 1983.

29. À cette date, les trois Républiques étaient la Colombie, le Pérou et la *República Bolívar*, c'est-à-dire la Bolivie. Cf. *Homenaje de Colombia al Libertador*, *op. cit.*, p. 216.

30. Miguel Antonio Caro, « A la estatua del Libertador », 1883, *Homenaje de Colombia al Libertador*, *op. cit.*, section de poésie, p. IV.



« guerre civile » [Vallenilla Lanz, 1952] entre Créoles monarchistes et républicains et, en 1813, Bolívar avait déclenché avec pragmatisme la « guerre à mort » entre Espagnols et Américains pour sauver de l'abîme la cause républicaine. Exprimant son refus des « Constitutions de papier » copiées de l'étranger et désireux d'incarner la « Constitution organique » de sa patrie, le *Libertador* s'était ensuite imposé comme « gendarme nécessaire » pour stopper l'anarchie liée au développement d'un nouveau type de lien social, le « féodalisme des Caudillos ». Pourtant, dès 1826, sa propre gloire lui avait interdit d'être l'« homme représentatif d'aucune des nations » qui allaient naître du démembrement de la « Grande-Colombie ». C'est à Páez que l'on dirait au Venezuela en 1830 : « Général ! Vous êtes la Patrie. »

Ainsi formulé, le modèle du « césarisme démocratique » résonna d'un écho surprenant dans l'Italie de 1930. Le médiéviste Gioacchino Volpe, dans le discours qu'il prononça en présence du Duce à l'occasion du centenaire de la mort de Bolívar, n'hésita pas à établir un parallèle appuyé entre l'histoire de la Péninsule et celle de l'Amérique hispanique. Le *Risorgimento* comme la geste indépendantiste avaient tenté de mettre fin à la fragmentation territoriale et sociale. Au règne de « démagogues ambitieux et de chefs militaires déloyaux », Bolívar avait ensuite substitué une « organisation militaire véritable ». Le *Libertador*, « fruit de sa terre », avait donné à la Colombie « non plus des principes suprêmes, mais plutôt des lois, des institutions et des expériences de gouvernement ». L'analogie avec Mussolini était claire : elle expliquait aux yeux de Volpe que « sans doute nulle part ailleurs qu'en Italie on n'évoque sa mémoire et on ne l'évoque de façon aussi fortement sentie et unanime » [Filippi, 1986]. Le Venezuela de Juan Vicente Gómez s'accommoda de cette exaltation du « panlatinisme » sous l'égide de Bolívar et du Duce. En Équateur, en revanche, c'est en valorisant une image plus authentique du *Libertador* que le président Velasco Ibarra posait, dès novembre 1934, les premiers jalons d'un « civilisme populiste ». Le 24 juillet de l'année suivante, il lui revint l'honneur d'inaugurer à Quito le « monument au *Libertador* et père de la Patrie ». Une souscription nationale et un concours international y avaient contribué. Sa réalisation échut finalement à la France et Velasco Ibarra demanda aux Équatoriens de voir dans ce monument non pas le portrait du *Libertador* mais son « symbole » : celui de « l'horizon de la justice pour les hommes et de la démocratie pour les peuples »<sup>31</sup>.

## Des « communautés imaginées » aux nations affectives (1920 à nos jours)

Il est indéniable qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, on tenta d'institutionnaliser la figure du *Libertador* au profit d'une pédagogie des masses. Comment saisir autrement le mouvement de fondation des Sociétés boliviariennes ? Celle de l'Équateur, fondée

31. « Discurso del señor Presidente del Ecuador », *El Comercio* (Quito), 24 juill. 1935.

en 1926, fut dès l'origine l'une des plus actives parce que dans ce pays l'image du *Libertador* était, peut-être, moins polémique qu'ailleurs : Bolívar avait aimé Quito et ses habitants lui en rendaient grâce [Ayala Mora, 1991]. En 1935, l'historien colombien Eduardo Posada exprimait ainsi la nécessité de démultiplier les « lieux de mémoires » boliviariens :

« Par sa présence, l'effigie de Bolívar tait nos passions politiques et nous unit. Elle nous fait également sentir qu'elle est le symbole de l'amitié entre tous les peuples américains. [...] C'est pour cette raison que nous ne devons jamais quitter des yeux cette image. Elle doit présider à nos destins au milieu des places publiques en marbre ou en bronze. Peinte, elle doit veiller sur nos assemblées, nos académies, nos casernes, nos salles de classes, et jusqu'au sanctuaire de nos foyers. Des palais les plus prestigieux aux plus humbles cabanes » [Posada, 1935, p. 585].

Cette héroïsation ne faisait pas l'unanimité à l'époque. En 1937, le jeune essayiste Germán Arciniegas refusait l'idée qu'une geste héroïque permit à un groupe de pays de faire l'économie des longues maturations de la marche vers la démocratie. À se prendre lui-même au jeu, le *Libertador* avait vu « se briser dans ses mains, telle une boule de cristal, le petit monde que fut la Grande-Colombie » [Arciniegas, 1937, p. 273]. Le héros devait être rendu à son peuple et dépouillé du discours conservateur qui surévaluait le pessimisme du grand homme à l'égard du destin de l'Amérique afin de mieux justifier l'immobilisme social de celle-ci. Dans la foulée des essayistes du début du siècle – on songera entre autres au Vénézuélien Manuel Díaz Rodríguez (1871-1927) ou au Colombien Baldomero Sanín Cano (1861-1957)<sup>32</sup> –, la sensibilité d'Arciniegas s'accordait avec le spiritualisme d'Unamuno qui méprisait « l'écume miroitante au soleil », cette « surface qui se congèle et se cristallise dans les livres et les archives », au profit des profondeurs de l'océan, de la « vie intrahistorique » [Unamuno, 1967, p. 40]. C'est ainsi qu'il faut situer le projet énoncé par Arciniegas en 1940 d'écrire une « Histoire naturelle » du Nouveau Monde, une « Histoire vulgaire », au sens latin du mot, qui prenne enfin en compte tous les sans-grades : la piétaille andalouse de la Conquête, les *Comuneros* de 1780, les Indigènes et les femmes<sup>33</sup>.

L'essai semblait désormais éclipser l'histoire officielle dans sa capacité à délivrer un message : à une réflexion sur les identités nationales, se substituait une quête de l'identité hispano-américaine face aux prétentions du monde anglo-saxon. Dans sa tentative d'y parvenir, le Vénézuélien Rufino Blanco-Fombona (1874-1944) chercha à rendre leur dignité aux Créoles, tout en leur signalant la communauté de culture qu'ils entretenaient avec l'Espagne [Blanco-Fombona, 1911 et 1930]. Il dénonça au passage la « barbarocratie » [Blanco-Fombona, 1912 et 1923] de Juan

32. Le spiritualisme de Manuel Díaz Rodríguez, du fait de son caractère mélancolique et pro-hispanique, diverge par essence de celui d'Arciniegas. Ce dernier s'est par contre amplement nourri de la posture libérale de Sanín Cano qui optait pour une renaissance culturelle valorisant le legs indigène.

33. Germán Arciniegas, « Defensa de la historia vulgar », *Sur* (Buenos Aires), n° 75, déc. 1940.



Vicente Gómez qui lui avait soustrait deux de ses plus importants manuscrits, *Historia de Bolívar y de la Revolución de América* et une *Vida de Bolívar* [Blanco-Fombona, 1933]. De la même manière, son compatriote Mariano Picón-Salas (1901-1965) se posa la question des bases culturelles d'une « véritable pensée nationale qui aiderait à édifier la Démocratie » [Delprat, 1990, p. 244] avant d'en élargir le champ d'action à l'Amérique tout entière [Picón-Salas, 1944]. Dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, on assistait donc à une discordance : la quête des profondeurs avait exhumé tout à la fois le legs indigène et la fierté hispanique que traduisait dès lors la vogue de la « Fête de la Race » du 12 octobre. La figure de l'« Indien Sancho »<sup>34</sup>, dont la Colombie orna son pavillon à l'Exposition ibéro-américaine de Séville en 1929, semble résumer ce paradoxe.

De fait, les figures de la nationalité qui circulaient dans les années 1940 renvoyaient à des stéréotypes littéraires : la bravoure vénézuélienne des *Lances rouges* (1931) d'Arturo Uslar Pietri ; le fatalisme équatorien tel qu'il était exprimé dans *Huasipungo* (1934) de Jorge Icaza et le donquichottisme colombien du *Chevalier d'El Dorado* (1938) de Germán Arciniegas. Des tentatives plus rigoureuses ont tenté par la suite de cerner les contours de la personnalité nationale. Qu'il soit permis de citer l'œuvre de José Gabriel Navarro pour l'Équateur, de Pedro Grases pour le Venezuela ou celle de Jaime Jaramillo Uribe pour la Colombie. Mais le succès en 1989 du roman de Gabriel García Márquez, *Le général dans son labyrinthe*, montre bien à quel point les hommes de lettres restent plus habilités à dire l'histoire que ceux qui en font profession. Cette situation est due à un double phénomène : le discrédit croissant à l'égard de l'histoire officielle que continuent d'élaborer les Académies nationales d'Histoire et la trop grande impatience des jeunes historiens formés à l'étranger d'appliquer à leur contexte une « révolution historiographique » radicale. La violence des arguments échangés en Colombie, au début des années 1980, illustre bien la difficulté qu'il y a à séparer le discours historique des enjeux politiques [Colmenares, 1989]. Ne parlons pas des remous qu'a pu susciter la tentative d'historicisation de la « Théologie bolivarienne » qu'avait entreprise Luis Castro Leiva au Venezuela [Castro Leiva, 1987]. La *Nouvelle Histoire de l'Équateur*, achevée en 1996, n'a pas suscité une telle violence même si l'ambition était là aussi d'en finir avec « rois et batailles » au profit d'un discours qui rendit compte de la « vie du peuple »<sup>35</sup>.

Dans ces trois pays, il est indéniable que deux types de mémoires longtemps refoulées font l'objet d'une cristallisation symbolique. En premier lieu, le sentiment d'appartenance à de petites patries (*patrias chicas*) qui, s'il ne s'était jamais éteint, se

34. L'artiste colombien Rómulo Rozo qui était chargé du pavillon et souhaitait le décorer de motifs précolombiens commanda ce buste en pierre à Ramón Barba (sculpteur espagnol installé à Bogotá depuis 1925). Le visage de Sancho qu'il exécuta avait « des traits indigènes prononcés ». Voir Medina, 1990, p. 221.

35. Carlos Landázuri, *El Comercio* (Quito), 5 fév. 1996.



traduit à présent par le foisonnement de drapeaux et de folklores locaux, d'invention souvent récente. Cela renvoie en général à des visées géopolitiques : Guayaquil s'est prononcée récemment pour une autonomie politique dont elle est frustrée depuis 1822 ; Maracaibo, pour des raisons très comparables, a donné ses suffrages à Francisco Arias Cárdenas lors des élections présidentielles vénézuéliennes ; Medellín et Barranquilla rêvent de s'émanciper d'une capitale andine lointaine et assiégée par la guérilla. En second lieu, il faut considérer l'exhumation des mémoires ethniques. À titre d'exemple, le sentiment indigéniste qui lève en Équateur a fait l'objet d'un réel effort de symbolisation. À Sangolquí, le 12 octobre 1994, on inaugura un monument à la « Résistance », sous la forme d'une statue du général inca Rumiñahui, qu'Oswaldo Guayasamín avait agrémentée d'un « soleil mobile » suspendu entre deux tours afin de représenter l'âme précolombienne et l'âpreté du combat contre les Conquistadores<sup>36</sup>. Ce fut ensuite, en mars 1995, l'inauguration à Quito d'une statue de l'empereur Atahualpa, la main gauche pointée vers le sol afin de signifier que « cette terre est nôtre », ainsi que l'a précisé son concepteur, Alexei Shmacov<sup>37</sup>.

Si ces deux œuvres semblent exprimer un message contestataire, la signification de l'« année jubilaire de la naissance d'Atahualpa, créateur de la nationalité équatorienne » reste ambiguë : elle fut l'occasion en 1997 d'un *Te Deum* dans la cathédrale de Quito en l'honneur du « premier baptisé parmi nos Aborigènes » et de l'exécution par l'Orchestre symphonique municipal de la suite de Luis Humberto Salgado, *Le déclin d'un empire*<sup>38</sup>. Doit-on considérer comme plus légitime le renouveau du rituel incaïque du solstice d'été, l'*Inti Raymi*, orchestré par les organisations indigènes ? En octobre 1994, le représentant de la CONAIE, Luis Macas, remettait au Congrès un projet de réforme constitutionnelle visant à faire de l'Équateur « un pays plurinational, pluriculturel et plurilingue, qui reconnaît, protège, respecte et développe son activité culturelle » en lieu et place d'un « État souverain, indépendant, démocratique et unitaire », comme cela apparaissait dans le premier article de la Constitution en vigueur<sup>39</sup>. La tentation était grande, en effet, de suivre l'exemple de la Colombie dont l'article 7 de la nouvelle Constitution nationale de 1991 prévoyait que « l'État reconnaît et protège la diversité ethnique et culturelle de la nation ». Entre autres choses, l'abandon de la Constitution de 1886 a signifié pour cette dernière le renoncement à une logique d'intégration, sous l'égide du catholicisme, au profit de l'acceptation tacite du multiculturalisme [Wills Obregón, 2000]. C'est dans un état d'esprit similaire qu'ont eu lieu les débats de l'Assemblée constituante équatorienne au printemps 1998.

36. *Hoy*, Quito, 28 mai 1994 ; *El Comercio* (Quito), 19 juin 1994.

37. *El Comercio* (Quito), 16 mars 1995.

38. Jorge Salvador Lara, « 500 años del natalicio de Atahualpa », *El Comercio* (Quito), 21 mars 1997.

39. *El Comercio* (Quito), 22 oct. 1994.



En conséquence, les années 1990 resteront synonymes en Colombie de l'éclosion de multiples revendications identitaires : celles des « Afro-Colombiens » des côtes caraïbe et pacifique, dont l'« invisibilité » n'est désormais plus de mise, et celles des Indiens à travers le processus des Entités territoriales indigènes (ETI). Fabio López de la Roche a récemment mis en garde contre cette patrimonialisation de la nation si elle ne donne pas lieu à un dialogue intercommunautaire et à une définition positive de la place de chacun au sein de la nation : « que la tradition ne se convertisse pas pour nous en camisole de force » [López de la Roche, 2000, p. 381] ! À Quito, la question se trouve posée avec acuité depuis la faillite, au milieu des années 1990, du projet de « Maison de la Culture équatorienne ». Cet organisme fondé en 1944, trois ans après l'humiliante défaite infligée par le Pérou, obéissait à la consigne de Benjamín Carrión « d'avoir à nouveau une patrie » [Carrión, 1988]<sup>40</sup>. L'« équatorianité », en tant qu'idéologie officielle de la nation métisse, est aujourd'hui à la dérive. Ajoutons, comme l'a fait Enrique Ayala Mora en 1997 dans ses articles du quotidien *El Comercio*, que l'on assiste en Équateur à une « privatisation de la culture »<sup>41</sup>. Le phénomène n'est pas étranger à la prise de conscience croissante de l'enjeu économique que représente la sauvegarde du patrimoine.

En ce domaine, le tremblement de terre de mars 1987 a paradoxalement servi d'*impetus* salvateur. Dix ans après, les Quiténiens ont pu mesurer l'ampleur du chemin parcouru : on ne comptait plus les édifices réhabilités et les fondations de musées. Pourtant, par une logique pernicieuse, c'est à partir de ce moment-là que nombre de monuments publics ont commencé à subir des dégradations volontaires : la statue du Conquistador Benalcázar a perdu son épée, les plaques de nombreuses statues ont été volées et le piédestal de celles des *Libertadores* Bolívar et Sucre a été badigeonné. En outre, personne ne semblait se soucier que la statue de Colomb restât décapitée depuis plusieurs années alors que l'on restaurait la moindre parcelle de la vieille ville. Les progrès de la conscience patrimoniale iraient-ils de pair avec une désacralisation croissante de l'imaginaire national-républicain ? Celle-ci, pourtant, devient intolérable si elle est encouragée de l'étranger : ainsi, en 1994, l'exposition à la Hayward Gallery de Londres d'un tableau du Chilien Juan Domingo Dávila, sous le patronage du ministère de l'Éducation nationale de son pays, a provoqué un scandale unanime. Non seulement le *Libertador* y apparaissait avec des attributs féminins mais il faisait ostensiblement un geste obscène de la main gauche. Si les trois ambassades des pays de l'arc-en-ciel élevèrent une protestation collective, celle du Venezuela se montra la plus virulente en dénonçant « une campagne orchestrée de dénigrement à l'égard de la valeur la plus sacrée de notre nationalité »<sup>42</sup>.

On atteint ici le problème crucial de l'intangibilité des symboles nationaux. En 1963, l'inauguration à Pereira de la statue du « Bolívar nu » de Rodrigo Arenas

40. Il reprenait ainsi le cri de la Génération espagnole de 1898, lancé par l'Aragonais Joaquín Costa.

41. *El Comercio* (Quito), 11, 24 et 31 janv. 1997.

42. *Id.*, 13 août 1994.

Bétancur avait défrayé la chronique dans les trois pays. *El Espectador*, puis *El Tiempo*, publièrent à l'époque une déclaration de l'artiste dans laquelle il confessait :

« Je ne peux concevoir un Bolívar vêtu d'un uniforme, lustré, engoncé dans un vêtement napoléonien afin d'être placé sur la place d'un quelconque village de ce continent qui souffre tant de liberté et d'un trop plein de dictateurs, de caporaux, d'embrocheurs d'opérette. Mon Bolívar agit, de la sorte, comme une atteinte aux dictatures »<sup>43</sup>.

De la même façon, Guayasamín assigna à la fresque murale « Équateur : frustration et espérance », qu'il peignit pour la salle des sessions du Congrès de Quito, le message explicite : « Tout, excepté la dictature ! » Au message de Dolores Cacuango écrit en grosses lettres, se joignait celui d'Eugenio Espejo – « la patrie renaîtra un jour » – et celui de Bolívar : « faire du Nouveau Monde une seule nation ». En outre, il n'hésita guère à faire figurer l'inscription « CIA » sur un casque nazi, tandis que le panthéon national se trouvait expurgé au profit d'une interprétation indigéniste et radicale de l'histoire du pays<sup>44</sup>. Le malaise créé fut immense, non seulement en raison de l'insulte faite aux États-Unis mais, surtout, du fait qu'en omettant d'inclure les icônes de la tradition conservatrice dans sa fresque la vocation pluraliste du Congrès se trouvait démentie sur le plan symbolique. À l'inverse, les Vénézuéliens semblent très soucieux du caractère sacré de leurs emblèmes nationaux. En 1997, une Commission parlementaire chargée de la réforme de la loi électorale en a formellement interdit l'utilisation à des fins de propagande politique<sup>45</sup>. Une telle mesure visait davantage le *Movimiento Bolivariano Revolucionario 200*, de Hugo Chávez, que le parti *Acción Democrática* qui utilisait les couleurs du drapeau national sur ses affiches. La même année, un débat public eut lieu également au Venezuela à propos de l'arrangement musical de l'hymne national chanté par Ian Chester. À la suite de la demande faite par la Société bolivarienne au président Rafael Caldera d'en interdire la diffusion, le journal *El Nacional* se fit l'interprète de nombreux messages reçus par Internet en faveur de cette adaptation. La plupart insistaient sur le fait que l'hymne appartenait à tous, que les jeunes le trouvaient plus joyeux que la version martiale qu'on leur assénait à l'école et n'enseignaient plus en conséquence leur poste de télévision quand on le jouait. Tandis qu'un journaliste surenchérisait sur le « dommage qu'on a fait aux symboles et à la Patrie avec ce concept répressif de l'amour obligatoire que nous devons ressentir pour les symboles nationaux », un lecteur ironisait :

43. *El Tiempo* (Bogotá), 29 août 1963 [Tisnés, 1963, p. 96-98].

44. Le mural est divisé en trois parties principales. Selon Guayasamín : « au centre de la partie symbolique on trouve un condor ainsi que les mains tendues avec angoisse vers la lumière. Il s'agit du soleil quiténien ». Ensuite, « la partie positive de l'histoire est représentée » par Vicente Rocafuerte, José Peralta, Juan Montalvo et Eloy Alfaro. Juan José Flores, García Moreno et Velasco Ibarra figurent, quant à eux, « la partie négative » de l'histoire. Leurs visages sont regroupés et peints de couleur noire. Cf. *Hoy* (Quito), 5 août 1988.

45. *El Nacional* (Caracas), 9 juin 1997.



« Les problèmes du pays ne se résoudreont ni en accrochant un joli portrait de Bolívar derrière notre bureau ni en décorant la porte d'entrée d'un petit drapeau. Dans les pays développés, caricaturer les héros fait partie de l'humour quotidien »<sup>46</sup>.

En ce domaine, la Colombie a pris les devants. Il suffit de considérer pour cela les *Nuevas lecciones de historia de Colombia* de l'auteur satirique Daniel Samper Pizano [Samper Pizano, 1993-1994] ou, plus simplement, la caricature de l'écusson national dessinée par Mico pour *Cambio 16* en septembre 1997<sup>47</sup>. Le condor symbole de la légitimité s'y trouve remplacé par un crapaud (*sapo*) symbole de lâcheté et de roublardise, tandis que la devise « Liberté et Ordre » se trouve remplacée par celle de « Liberté et moitié-moitié » ... Un mendiant remplace le symbole national de la grenade et fait la manche devant une corne d'abondance qui ne répand ni monnaies d'or ni fruits tropicaux... Au bonnet phrygien se substituent le couvre-chef d'un guérillero et celui d'un *maffioso*, ainsi que la cagoule d'un paramilitaire. Enfin, le canal de Panama est orné de la pancarte : « Dehors ». Par contre, les quatre étendards tricolores qui font un berceau à l'écusson ne sont nullement ridiculisés...

## Conclusions

Un paradoxe est perceptible aujourd'hui en Colombie, en Équateur et au Venezuela : la dérision qu'affiche communément l'homme de la rue à l'égard du dispositif narratif et iconique de l'histoire officielle<sup>48</sup> ne s'accompagne presque jamais d'un rejet du drapeau tricolore de l'arc-en-ciel que ces trois pays ont en commun héritage. Tout fonctionne comme si l'on désirait renier les signes d'une Tradition inventée au profit d'une relation affective avec une « Grande Nation » évanouie. Doit-on y voir l'expression d'une nostalgie pour la Patrie bolivarienne au détriment du modèle de l'État-nation qui lui succéda ? Si les FARC, comme le président Hugo Chávez, ont su mettre à profit ce « murmure mémoriel » qui valorise l'esthétique de la Liberté des Anciens, il faut leur signaler que nombreux sont ceux qui aspirent désormais à une sorte de *devotio moderna* à l'égard de Simón Bolívar. Les statuettes de glaise et de bois que les artistes populaires vénézuéliens façonnent à son image ne montrent-elles pas la voie d'une piété intime et souriante<sup>49</sup> ?

En Colombie comme en Équateur, l'acceptation croissante d'une pluralité de mémoires semble bien signaler le passage d'une « conscience nationale de type unitaire à une conscience de soi de type patrimonial » que Pierre Nora avait

46. *El Nacional* (Caracas), 15 mars 1997.

47. « El mono de Mico », *Cambio 16* (Bogotá), n° 224, 29 sept. 1997, p. 9.

48. Dans un ouvrage à succès, Jorge Enrique Adoum a tenté de cerner les contours de cette autodérision. La postface de la 6<sup>e</sup> réédition de l'ouvrage fait part du remords d'y avoir peut-être contribué à son tour. Une fois dénigrés les symboles de la nation équatorienne avec un cynisme de bon ton, il ne reste place que pour un *credo* : « je crois en un pays... » [Adoum, 2000].

49. Voir le catalogue, Venezuela. *De l'art populaire à l'art contemporain*, Boulogne-Billancourt, Sepia, 1995.

signalé pour la France il y a quelques années [Nora, 1993, p. 992]. En Colombie, l'urgence de la guerre a poussé le gouvernement à mettre sur pied une « Mission des musées nationaux pour les citoyens du futur » afin de tenter de résoudre au plus vite la difficile équation d'une nation pluriculturelle et unitaire. Ainsi, en novembre 1999, le Musée national de Colombie, désirait-il se présenter désormais comme un « musée-société » et non plus comme un « musée-galerie » exhibant les symboles d'une République associée aux valeurs d'une « nation blanche et masculine » [Cuervo de Jaramillo, 2000, p. 481-482]. En Équateur, le conflit armé de l'hiver 1995 avec le Pérou a fourni l'occasion de raviver la cohésion nationale autour de la figure du maréchal Sucre dont on fêtait le bicentenaire de la naissance. De surcroît, la victoire de Tiwintsa sur les Péruviens n'actualisait-elle pas celle du maréchal à Tarquí en février 1829 ? On comprend mieux, dès lors, par quel retour de flamme la décision du gouvernement de Jamil Mahuad d'abandonner le symbole monétaire associé à Sucre a fortement contribué à son propre renversement, le 21 janvier 2000 ! Pourtant, il est singulier de penser que les Indiens, qui s'emparèrent du palais présidentiel, érigèrent aux côtés de « l'Iris de Colombie » apporté par les jeunes officiers rebelles de l'Armée, le *huipala*, « le véritable drapeau de l'arc-en-ciel », dont les sept bandes horizontales souhaitent représenter la communauté des peuples indigènes. Quito, la « lumière de l'Amérique », brillerait-elle désormais d'un autre éclat ?





## BIBLIOGRAPHIE

- ADOUM Jorge Enrique, *Ecuador. Señas particulares. Ensayo*, Quito, Eskeletra, 6<sup>e</sup> ed., 2000.
- AGULHON Maurice, « Politiques, images, symboles dans la France post-révolutionnaire », dans AGULHON Maurice, *Histoire vagabonde*, Paris, Gallimard, 1988, p. 283-318.
- ANDRADE Roberto, *Vida y muerte de Eloy Alfaro. Memorias* [New York, 1916], Bogotá, El Conejo, 1985.
- ARCINIEGAS Germán, *América, Tierra Firme. Sociología*, Santiago du Chili, Ercilla, 1937.
- ARCINIEGAS Germán, « Defensa de la historia vulgar », *Sur* (Buenos Aires), n° 75, décembre 1940, dans ARCINIEGAS Germán, *Con América nace la nueva historia*, Bogotá, Tercer Mundo, 1990, p. 48-53.
- AYALA MORA Enrique, *El Bolivarianismo en el Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional, 1991.
- BARALT Rafael María, *Obras completas*, Maracaibo, Universidad de Zulia, 1960.
- BARRERA Ricardo J., « Pabellones y Escudos de la República del Ecuador », *Museo Histórico* (Quito), n° 20, 1954, p. 136-147.
- BLANCO-FOMBONA Rufino, *La evolución política y social de Hispanoamérica*, Madrid, Bernardo Rodríguez, 1911.
- BLANCO-FOMBONA Rufino, *Judas Capitalino...*, Chartres, Edmond Garnier, 1912.
- BLANCO-FOMBONA Rufino, *La máscara heroica (escenas de una barbarocracia)*, Madrid, Mundo latino, 1923.
- BLANCO-FOMBONA Rufino, *Motivos y letras de España*, Madrid, Renacimiento, 1930.
- BLANCO-FOMBONA Rufino, *Camino de imperfección, Diario de mi vida, 1906-1913*, Madrid, Editorial América, 1933.
- BOLIVAR Simon, *Pages choisies (choix de lettres, discours et proclamations)*, Paris, Institut des Hautes Études de l'Amérique latine, 1966.
- BOLIVAR Simon, *Escritos del Libertador*, t. XXII, Caracas, Sociedad Bolivariana de Venezuela, 1989.
- BRAVO José, « Oración gratulatoria », Cathédrale de Quito, 27 mai 1822, *Museo Histórico* (Quito), n° 24, 1956, p. 129-137.
- CARRERA DAMAS Germán, *El culto a Bolívar*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 3<sup>e</sup> ed., 1987.
- CARRIÓN Benjamín, « Décima sexta » et « Décima séptima » (*El Día*, 1943), en CARRIÓN Benjamín, *Cartas al Ecuador*, Quito, Banco Central de Ecuador y Corporación Editoria Nacional, 1988, p. 154-168.
- CASTELLANOS Rafael Ramón, *Caracas en el Centenario del Libertador*, 2 vol., Caracas, Congreso de la República, 1983.
- CASTRO LEIVA Luis, *De la patria boba a la teología bolivariana. Ensayos de historia intelectual*, Caracas, Monte Ávila, 1987.
- CHAZOT Claude-François, *De la Gloire de l'aigle*, Paris, Clément frères, 1809.
- COCHIN Auguste, *Les Sociétés de pensée et la Démocratie moderne*, Paris, Plon, 1921.
- COLMENARES Germán, « La Historia de la Revolución por José Manuel Restrepo : una prisión historiográfica », en COLMENARES Germán *et alii*, *La Independencia. Ensayos de historia social*, Bogotá, Instituto colombiano de Cultura, 1986.
- COLMENARES Germán, « La batalla de los manuales in Colombia », *Lecturas dominicales, El Tiempo* (Bogotá), 9 avril 1989.
- CUERVO DE JARAMILLO Elvira, « Acta de clausura del Simposio International : Museo, memoria y nación », en SÁNCHEZ GÓMEZ Gonzalo, WILLS OBREGÓN María Emma (comp.), *Museo, memoria y nación*, Bogotá, Ministerio de Cultura, 2000, p. 481-483.

- DELPRAT François, « Lo nacional en la *Revista Nacional de Cultura*. Caracas, 1938-1939 », *América* (Paris), n° 4-5, 1990, p. 239-247.
- ESPINOSA PÓLIT Aurelio, *Reseña histórica del himno nacional ecuatoriano*, Quito, Talleres Gráficos Nacionales, 1948.
- ESTEVA GRILLET Roldán, *Guzmán Blanco y el arte venezolano*, Caracas, Academia Nacional de la Historia, 1986.
- FILIPPI Alberto, « Philosophie politique du césarisme et idéologie de l'histoire dans les interprétations européennes de Bolívar », *Cahiers de l'Herne* (Paris), n° 52, 1986, p. 379-391.
- GARCÉS Jorge A., « El monumento a los Próceres de la Independencia », *ARNAHIS. Órgano del Archivo Nacional de Historia* (Quito), n° 17, août 1968, p. XVI-XVIII.
- HEGEL Georg Wilhelm Friedrich, *La Raison dans l'Histoire. Introduction à la Philosophie de l'Histoire* [1822], Paris, UGE-10/18, 1978.
- HENAO Jesús María, ARRUBLA Gerardo, *Historia de Colombia para la enseñanza secundaria*, Bogotá, Escuela tipografica Salesiana, 1911.
- HURTADO Osvaldo, *El poder político en el Ecuador*, Quito, Planeta y Letraviva, 9ª ed., 1993.
- LOMNÉ Georges, « À l'école de l'esprit du siècle : Vicente Rocafuerte (1820-1847) », dans LEMPÉRIÈRE Annick et alii (dir.), *L'Amérique Latine et les modèles européens*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 197-240.
- LOMNÉ Georges, « Les nations de l'arc-en-ciel. Pour une géopolitique du symbole », *Hérodote*, n° 99, 2000, p. 78-91.
- LÓPEZ DE LA ROCHE Fabio, « Multiculturalismo, viejas y nuevas memorias y constucciones de nacionalidades », en SÁNCHEZ GÓMEZ Gonzalo, WILLS OBREGÓN María Emma (comp.), *Museo, memoria y nación*, Bogotá, Ministerio de Cultura, 2000, p. 367-383.
- MARIENSTRAS Élise, *Nous, le peuple. Les origines du nationalisme américain*, Paris, Gallimard, 1988.
- MARIN Louis, *Le portrait du Roi*, Paris, Éditions de Minuit, 1981.
- MARTINEZ Frédéric, « ¿ Cómo representar a Colombia ? De las exposiciones universales a la Exposición del Centenario, 1851-1910 », en SÁNCHEZ GÓMEZ Gonzalo, WILLS OBREGÓN María Emma (comp.), *Museo, memoria y nación*, Bogotá, Ministerio de Cultura, 2000, p. 315-333.
- MEDINA Álvaro, « La revista Universidad y el arte moderno colombiano », *América* (Paris), n° 4-5, 1990, p. 217-227.
- MISLE Carlos Eduardo, *Alma llanera, himno popular de Venezuela. 70 años de su estreno y centenario de su autor Rafael Bolívar Coronado*, Caracas, CAREMIS, 1984.
- NOBOA ICAZA Luis, « El monumento a José Joaquín de Olmedo en Guayaquil », *Revista del Archivo Histórico del Guayas* (Guayaquil), n° 15, juin 1979, p. 5-31.
- NORA Pierre, « L'ère de la commémoration », dans NORA Pierre (éd.), *Les lieux de mémoire*, t. III, *Les France*, vol. 3, Paris, Gallimard, 1993, p. 977-1012.
- ORTEGA RICAURTE Enrique, *Heráldica Nacional. Estudio documental*, Bogotá, Imp. del Banco de la República, 1954.
- PICÓN-SALAS Mariano, *De la Conquista a la Independencia ; tres siglos de historia cultural hispanoamericana*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1944.
- PIÑEROS CORPAS Joaquín, *Historia de la bandera colombiana*, Bogotá, Imprenta de las Fuerzas militares, 1967.
- PINZÓN Cerveleón, *Sueño de un Granadino* Bogotá, Imp. de « El día », 1851.
- POSADA Eduardo, « La obra de Bolívar », *Revista de la Sociedad bolivariana* (Bogotá), n° 6, août 1935, p. 582-585.
- RENAN Ernest, *Qu'est-ce qu'une Nation ?* [1882], Paris, Presses-Pocket, 1992.
- RESTREPO José Manuel, *Diario político y militar. Memorias sobre los sucesos importantes de la época para servir a la Historia de la Revolución*



- de Colombia y de la Nueva Granada desde 1819 para adelante*, t. II, 1829-1834, Bogotá, Imprenta Nacional, 1954.
- ROBERTSON William Spence, « El sueño de García Moreno sobre un Protectorado en el Ecuador », *Boletín de la Academia Nacional de Historia*, n° 65, janv.-juin 1945, p. 67-80.
  - ROMÁN Aurelio, « Una faja de cielo, sangre y oro : el sagrado pendón de los volcanes », *Revista de la Sociedad jurídico-literaria* (Quito), mai 1903, p. 302.
  - SALAS DE LECUNA Yolanda, *Bolívar y la historia en la conciencia popular*, Caracas, Universidad Simón Bolívar, 1987.
  - SAMPER PIZANO Daniel, *Nuevas lecciones de historia de Colombia*, Illustraciones de Mico, Bogotá, El Áncora, 2 vol., 1993-1994.
  - SCHAEEL MARTÍNEZ Graciela, *Historia de la estatua del Libertador en la Plaza Bolívar*, Madrid-Caracas, Villena, 1974.
  - SFEZ Lucien, *La symbolique politique*, Paris, PUF, 1988.
  - TISNÉS Roberto María, « El Bolívar de Arenas Betancur », *Revista bolivariana* (Bogotá), n° 72, mai-août 1963, p. 96-98.
  - TOVAR ZAMBRANO Bernardo, « Porque los muertos mandan. El imaginario patriótico de la historia colombiana », *Pensar el pasado*, Santafé de Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 1997, p. 125-169.
  - TRIANA Miguel, « Influencia de las cascadas », *Revista de Colombia* (Bogotá), n° 1, 30 avril 1910(a), p. 6-12.
  - TRIANA Miguel, « Promesas del Centenario : Aleluya ! », *Revista de Colombia* (Bogotá), n° 7-8, 15 août 1910 (b), p. 193-196.
  - UNAMUNO Miguel de, *L'essence de l'Espagne* [1916], Paris, Gallimard, 1967.
  - VALLENILLA LANZ Laureano, *Cesarismo democrático* [1919], Caracas, Tipografía Garrido, 3<sup>e</sup> ed., 1952.
  - VARGAS Francisco Alejandro, *El Escudo de Armas de la República. Su origen y modificaciones a través de 150 años*, Caracas, Centauro, 1981 (a).
  - VARGAS Francisco Alejandro, *Los símbolos sagrados de la nación venezolana*, Caracas, Centauro, 1981 (b).
  - VÁSQUEZ HAHN María Antonieta, *El Palacio de la Exposición 1909-1989*, Quito, Presidencia de la República, 1989.
  - WILLS OBREGÓN María Emma, « De la nación católica a la nación multicultural : rupturas y desafíos », en SÁNCHEZ GÓMEZ Gonzalo, WILLS OBREGÓN María Emma (comp.), *Museo, memoria y nación*, Bogotá, Ministerio de Cultura, 2000, p. 385-415.

## RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Un paradoxe est perceptible en Colombie, en Équateur et au Venezuela : la dérision affichée par l'homme de la rue à propos du dispositif narratif et iconique de l'histoire officielle ne s'exerce presque jamais à l'égard du drapeau tricolore de l'arc-en-ciel que ces trois pays ont en héritage. Doit-on interpréter cette attitude comme l'expression du déni d'une tradition inventée, associée à l'État-nation, au profit de la nostalgie pour une Patrie bolivarienne ? En d'autres termes, il s'agit de vérifier l'assertion de Georges Duby, selon laquelle : « la trace d'un rêve n'est pas moins réelle que celle d'un pas ».

Sigue vigente una paradoja en Colombia, el Ecuador y Venezuela : si es bien cierto que a muchos de sus nacionales les ha dado por hacer irrisión del dispositivo narrativo e icónico de la historia oficial, se puede comprobar que esta misma gente no se atreve casi nunca a burlarse de la bandera tricolor del arco-iris que los tres países han heredado en común. ¿ Acaso,

pues, tengamos que interpretar esta actitud como la expresión de una nostalgia de la Patria bolivariana en menosprecio de la tradición inventada, vinculada con el Estado-Nación que le sucedió ? En otros términos, este artículo se propone averiguar el aserto de Georges Duby según el cuál « no es menos real la huella de un sueño que la de un paso ».

There is one perceptible paradox in Colombia, Ecuador and Venezuela: the derision shown by the common man about the narrative and iconic construction of official history almost never encompasses the three-colour rainbow flag that these countries share. Should we interpret that attitude as an expression of denial of the invented tradition associated to the Nation-State, and therefore as nostalgia of the Bolivarian Homeland? In other words the text will deal with Georges Duby's assertion according to which: "the trace of a dream is not less real than that of a step".

### MOTS CLÉS

- Mythe bolivarien
- État-nation
- Colombie
- Équateur
- Venezuela

### PALABRAS CLAVES

- Mito bolivariano
- Estado-nación
- Colombia
- Ecuador
- Venezuela

### KEYWORDS

- Bolivarian Myth
- Nation-State
- Colombia
- Venezuela
- Ecuador

Achévé d'imprimer : Le Clavier  
Dépôt légal n° 7001  
Janvier 2007



## Chronique

- Interview de Ollanta et Nadine Humala  
par Renée Fregosi

## Dossier

### Les dynamiques de l'intégration dans les Andes

- L'intégration andine et ses présupposés :  
la région andine existe-t-elle ?  
par Anne-Laure Amilhat Szary
- L'intégration andine à l'époque du Tawantinsuyu  
par Martti Pärssinen
- La communauté symbolique des nations de l'arc-en-ciel,  
ou les traces d'un rêve  
par Georges Lomné
- Actualidad del relato bolivariano en la integración  
continental : *Mi delirio sobre el Chimborazo*  
o la sugestión prometeica  
par Ana Cecilia Ojeda A., Serafin Martínez G. et Idania Ortiz M.
- La Communauté andine des Nations :  
entre tentatives de relance et crises récurrentes  
par Carlos Quenan

## Études

- Les magistrats péruviens au XIX<sup>e</sup> siècle.  
Des hommes de pouvoir au cœur de la transition politique  
(1808-1825)  
par Lissel Quiroz-Pérez
- Les enjeux locaux de la « reconstitution des peuples indiens »  
au Mexique. Reconfiguration des rapports entre minorités et  
pouvoirs publics : le cas totonaque  
par Nicolas Ellison

## Information scientifique

- Lectures

Publié avec le concours  
du Centre National  
de la Recherche Scientifique (CNRS)

Diffusion : La Documentation française  
29, quai de Voltaire  
75344 Paris Cedex 07  
Téléphone : 01 40 15 70 00  
Télécopie : 01 40 15 68 00  
www.ladocumentationfrancaise.fr



16,90 € ISSN 1141-7161  
ISBN 978-2-915310-34-4

